

L'impact de l'ouverture de l'économie marocaine sur le marché du travail : une estimation de la balance en emplois des échanges extérieurs au Maroc

The impact of the opening of the Moroccan economy on the labor market: an estimate of the employment balance of foreign trade in Morocco

RAGBI Soukaina

Doctorante

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Rabat-Agdal

Université - Mohamed V-Maroc

Laboratoire d'Economie Appliquée(LEA)

Ragbi.soukaina@gmail.com

RAGBI Aziz

Enseignant chercheur

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Rabat-Agdal

Université - Mohamed V-Maroc

Laboratoire d'Economie Appliquée(LEA)

Ragbi.aziz@gmail.com

Date de soumission : 03/08/2021

Date d'acceptation : 14/09/2021

Pour citer cet article :

RAGBI S. & RAGBI A. (2021) «L'impact de l'ouverture de l'économie marocaine sur le marché du travail : une estimation de la balance en emplois des échanges extérieurs au Maroc», Revue Française d'Economie et de Gestion «Volume 2 : Numéro 9» pp : 179- 202.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

Nombreux sont les travaux qui ont traité la question de l'impact du commerce international sur l'emploi, tout en restant relativement divergeant sur la nature et l'intensité de cet impact. Pour la communauté scientifique et les organismes internationaux tels que le Fond Monétaire International, la Banque Mondiale et l'organisation de coopération et de développement économiques, ont avancé, qu'il existe un rapport positif entre l'ouverture de l'économie et la dynamique de création d'emplois. Cependant, les études empiriques montrent que cette relation positive n'est pas toujours vérifiée, en particulier pour le cas des pays en développement.

Dans ce contexte, l'objectif de notre recherche consiste à quantifier l'effet de l'ouverture commerciale (exportations/importations) de l'économie marocaine sur le mouvement de création et de destruction d'emplois et ce, pour une période allant de 2007 à 2017. Pour intercepter cette relation, nous avons utilisé la méthode du contenu en emplois des échanges extérieurs, inspirée des travaux de Leontief. Les résultats de cette étude nous indiquent que, la balance en emplois des échanges marocains, apparaît négative sur toute la période et que l'impact des échanges commerciaux sur l'emploi est défavorable. Ce qui implique que l'ouverture commerciale n'a pas générée des gains substantiels en matière de création d'emplois.

Mots clés : Commerce extérieur ; Emploi ; Leontief ; Contenu en emplois des échanges extérieurs ; Déficit commercial.

Abstract

A large number of works have examined the question of the impact of international trade on employment, while remaining relatively divergent on the nature and the intensity of this impact. For The scientific community and international organizations such as the International Monetary Fund, the World Bank and the Organization for Economic Cooperation and Development, have advanced that there is a positive relationship between the openness of the economy and the dynamic job creation. However, empirical studies show that this positive relationship is not always, verified, especially in the case of developing countries.

In this context, the purpose of our research is to quantify the effect of trade openness (exports / imports) of the Moroccan economy on the movement of job creation and destruction, for a period from 2007 to 2017. To intercept this relationship, we used the method of the job content of foreign trade inspired by Leontief's works. The results of this study indicate that the employment balance of Moroccan's trade appears negative throughout the entire period and the impact of trade on employment is unfavorable. Which implies that openness did not generate substantial gains in terms of job creation.

Keywords: International Trade; Employment; Leontief; Content in foreign trade jobs; Trade deficit.

Introduction

Le présent travail se propose d'évaluer l'impact de l'ouverture de l'économie marocaine sur le marché du travail en termes de pertes et de créations d'emplois, qui seront occasionnées, par les échanges commerciaux et qui seront récupérables ou destructibles en cas de suppression des flux de ces échanges à l'import et à l'export. D'où l'importance de la problématique qui nous interpelle se résume comme suit : **Quelles incidences sur le marché du travail dans le contexte d'une ouverture commerciale accrue de l'économie marocaine ?**

Pour répondre à cette question, nous proposons une estimation, à titre approximative, de la balance en emplois des échanges extérieurs au Maroc, qui correspond au solde du contenu en emplois des exportations et des emplois qui seraient créés sur le territoire national en cas de substitution des importations par une production nationale et ce, pour une période allant de 2007 à 2017. Dans ce cadre, nous avons choisi, l'application de la méthode des contenus en emplois des échanges extérieurs, inspirée des travaux de Leontief, tout en distinguant deux sous-périodes 2007-2012 et 2013-2017. Ce choix de périodes permettrait l'identification des potentiels d'emploi de chaque secteur sur ces périodes et il est dicté par la disponibilité de données désagrégées par branches homogènes et sans discontinuité dans le temps.

Les calculs sont basés sur les statistiques relatives à l'emploi et sur les données de la comptabilité nationale (Tableaux Ressources Emplois pour ce qui est des données sur le commerce, la production et les consommations intermédiaires) pour la même période. Dans ce sens, quelques traitements statistiques préliminaires se sont imposés au préalable. Ainsi, il a été question de mettre en correspondance la nomenclature de l'emploi et celle du Tableau Ressources Emplois (TRE) dans le sens où les données sur les branches économiques issues, de TRE, sont regroupées, selon la nomenclature plus agrégée des statistiques sur l'emploi. Des traitements ont été apportés, également, au niveau de la composante « correction territoriale » et au niveau des exportations et des importations par produit.

Le papier sera organisé de la manière suivante : le premier axe sera consacré à une revue de littérature évoquant les fondements théoriques et empiriques sur la question. Le deuxième axe sera dédié au développement de fondements théoriques du contenu en emplois des échanges ainsi que les hypothèses du travail, avant de procéder, dans un troisième axe, à la méthodologie de l'estimation de la balance en emplois des échanges marocains. Le dernier axe sera accordé à la discussion des résultats obtenus.

1. Le commerce, la création et la destruction d'emplois : un survol de littérature théorique et empirique

Les contributions sur la relation du commerce international et emploi trouvent leurs fondements dans les théories classiques et modernes du commerce international. Selon ces théories, le commerce international pourrait se traduire soit par une destruction d'emplois lorsque les importations remplacent une production nationale insuffisamment compétitive, soit par la création de nouvelles perspectives lorsque la demande extérieure adressée au pays permet de stimuler le tissu productif orienté vers l'export.

Au niveau empirique, nombreux sont les travaux qui ont traité la question de l'impact du commerce international sur l'emploi (Palméro & Roux, 2010 ; Patrick & Ralph, 2009 ; Tuhin, 2015 ; Vimont, 1992 ; Wacziarg & Wallack, 2004) et les approches utilisées ont contribué à leur part à l'enrichissement de la littérature empirique sur la question. En effet, la littérature relative à cette thématique s'inscrit généralement dans une approche, appelée, la méthode du contenu en emplois des échanges, qui permet de mesurer quantitativement les gains et les pertes d'emplois suite à l'ouverture, et qui indique que, l'accroissement des échanges conduira à la hausse significative des emplois dans les secteurs exportateurs et à la baisse dans les secteurs concurrencés par les importations.

L'un des premiers travaux qui ont utilisé cette approche, (Bonnaz, et al., 1994), pour la France en 1991 et ils ont montré à travers l'estimation de la balance en emplois des échanges extérieurs de la France avec les pays en développement, qu'elle est sensiblement déficitaire. Ce qui indique que l'impact réel des échanges de la France avec les pays en développement sur l'emploi est défavorable. Dans le même sillage, (DEPF, 2016) a mené une étude sur l'impact de l'ouverture commerciale en termes de pertes et de créations d'emploi à travers l'estimation de la balance en emplois des échanges extérieurs au Maroc avec l'ensemble des pays partenaires sur une période allant de 1999 à 2013. Elle a été négative sur toute la période et la destruction d'emploi, est expliquée, essentiellement par la détérioration du commerce extérieur suite à la crise économique et financière internationale. En appliquant la même approche, (Kadri & Saket, 2019) étudiaient l'effet de l'ouverture de l'économie algérienne sur le mouvement de création et de destruction d'emplois sur une période allant de 2001 à 2012. Le solde du contenu en emplois des échanges, estimé était, négatif pour toutes les branches et durant toute la période. En effet, les exportations influent positivement sur la création d'emplois, tandis que les importations le détruisent et une comparaison entre le niveau de

création et de destruction d'emplois, implique que l'ouverture commerciale est destructrice d'emploi.

L'impression qui se dégage de cette revue de littérature, que conformément à l'intuition, à la théorie économique et à diverses études empiriques (Ibourk & Boubrahimi, 2016), la balance en emplois des échanges extérieurs, estimée, pour les différents pays est déficitaire et que l'impact des échanges extérieurs sur l'emploi est défavorable. Par contre, l'ouverture commerciale de l'économie marocaine constitue un facteur important de croissance économique (attractivité des IDE, promotion des exportations et amélioration des importations) et même une source de développement économique (création d'emploi et lutte contre le chômage...) (Hassani & Chougrani, 2019).

Globalement, force est de constater que les analyses empiriques se heurtent à une difficulté majeure qui consiste à établir, des liaisons de causalités claires et avérées. Cette complexité est d'autant plus amplifiée que les facteurs agissant sur le marché du travail sont multiples et dépendent de la situation propre à chaque pays : politiques macro-économiques, changement technologique, mouvements accompagnant le cycle économique.

2. Le contenu en emplois des échanges extérieurs : fondement théorique et hypothèses de travail :

La méthode du contenu en emplois des échanges extérieurs, est une approche approximative de l'évaluation de l'impact de l'ouverture commerciale sur l'emploi (Cortes & Jean, 1994). Le contenu en emplois des exportations, est le nombre d'emplois nécessaires à la création de la production destinée à l'exportation. Alors que l'équivalent en emplois des importations correspond aux emplois qui seraient créés si les biens importés sont produits sur le territoire national.

La balance en emplois des échanges se déduit, au niveau global et par branche, par différence entre le contenu en emplois des exportations et l'équivalent en emplois des importations à la suite de l'obtention des contenus en emplois des échanges ainsi que leurs composantes directes et indirectes.

2.1. Les hypothèses :

Cette démarche se base, sur un certain nombre d'hypothèses simplificatrices, qui se résument comme suit :

- **L'hypothèse d'uniformité** : indique que l'utilisation de coefficients moyens de contenus en emplois suppose, d'une part, que la suppression des flux à l'import et leur

remplacement par une production nationale ne changera pas la nature des biens (de consommation intermédiaire ou de consommation finale), la productivité, les salaires et les prix. Elle stipule, d'autre part, que les échanges touchent uniformément les entreprises au sein d'un même secteur au niveau national.

- **L'hypothèse de substituabilité** : une unité demandée de produits importés remplace une unité de demande de produits domestiques. Cette substitution peut se faire en valeur (une unité monétaire de production nationale substitue une unité monétaire d'importation) ou en quantité (une quantité physique, du bien importer, remplace une même quantité, du bien produit localement)¹. C'est le premier type de substitution qui est, pris en compte dans la suite.

De façon générale, le contenu en emplois nécessaire pour la production d'un bien à deux composantes. La première, correspond aux emplois utilisés directement dans le secteur pour la création de la valeur ajoutée, du bien considéré, il s'agit d'un contenu en emplois direct. La seconde, relative, aux emplois incorporés, dans la production des biens et services, qui ont été utilisés comme consommation intermédiaire dans le processus de production, il s'agit d'un contenu en emplois indirect.

2.2. Le contenu en emplois direct des échanges :

Le contenu direct des échanges, peut-être aisément calculé, à partir de la productivité du travail, mesurée par la valeur de la production réalisée par unité, d'effectifs employés, au niveau national ou par secteur². Le coefficient moyen ainsi défini, qui renseigne sur le contenu en emplois d'une unité de production nationale ou sectorielle, s'applique aux flux d'importations et d'exportations pour obtenir le contenu en emplois direct des échanges (voir équations ci-après).

Le contenu en emplois direct des exportations totales à la date t est donné par :

$$N_t^{Xd} = \sum_{i=1}^K X_{it} \frac{N_{it}}{P_{it}}$$

L'équivalent en emplois direct des importations totales à la date t se détermine par :

$$N_t^{Md} = \sum_{i=1}^K M_{it} \frac{N_{it}}{P_{it}}$$

Avec :

¹ Certains auteurs pensent que la substitution des importations en quantité est plus significative puisqu'elle permet d'éviter l'effet de change et des pressions inflationnistes (Bonnaz et Nivert, 1994).

² Pour nos calculs, nous avons considéré les productions par branches de la diagonale principale des matrices de production issues du TRE.

- P_{it} : La production en valeur du secteur i à la date t ,
- N_{it} : L'emploi du secteur i à la date t ;
- X_{it} : Les exportations en valeur du secteur i pour l'année t ($i=1, \dots, K$)
- M_{it} : Les importations en valeur du secteur i à la date t ($i=1, \dots, K$).

2.3. Le contenu en emplois indirect des échanges :

Le calcul du contenu en emplois indirect nécessite le passage par, la matrice des consommations intermédiaires, extraite du TRE, qui fournit, pour chaque secteur, la valeur des consommations intermédiaires, des autres secteurs, intervenant dans le processus de production. Le contenu en emplois indirect s'obtient par la différence entre le contenu total en emplois (direct et indirect) et le contenu en emplois direct.

3. Méthodologie d'estimation de la balance en emplois des échanges marocains :

La méthode du contenu en emplois des échanges, s'inspire du modèle statique de Leontief et se développe, selon une formulation matricielle.

Partons de cette équation comptable définie pour les K secteurs concernés par les échanges commerciaux sur une période donnée :

$$P_i = VA_i + \sum_{j=1}^K CI_{ij} \quad J = 1 \dots K \quad \text{Avec}$$

- P_i : La production en valeur du secteur
- VA_i : La valeur ajoutée du secteur i
- CI_{ij} : La consommation intermédiaire du secteur i du produit du secteur j

En divisant les deux termes de l'équation par P_i , elle devient :

$$\frac{VA_i}{P_i} + \frac{\sum_{j=1}^K CI_{ij}}{P_i} = 1 \quad J=1 \dots \quad \text{Notons :}$$

$v_i = \frac{VA_i}{P_i}$: La part de la valeur ajoutée contenue dans une unité de production du secteur i
 a_{ij} : La part des consommations intermédiaires du produit du secteur j contenues dans cette même valeur de production.

L'équation précédente est équivalente à :

$$v_i + \sum a_{ij} = 1$$

L'emploi direct contenu dans une unité de production du secteur i est par définition égale à :

$$N^{dir} = N_i^v v_i \quad \Leftrightarrow \quad N^{dir} = N_i / P_i$$

Soit N_i^T l'emploi nécessaire pour créer une unité de valeur ajoutée dans le secteur i et qui représente la somme de l'emploi direct relatif à la création de la valeur ajoutée et de l'emploi indirect incorporé dans les consommations intermédiaires.

En respectant les notations précédentes, l'emploi total du secteur i se décompose comme suit :

$$N_i^T = \underbrace{N_i / P_i}_{L'emploidirect} + \underbrace{\sum N_j^T a_{ij}}_{L'emploindirect}$$

Cette dernière formule se généralise pour les K secteurs sous la forme matricielle suivante :

$$N^T = N^{dir} + AN^T \quad \text{Ou}$$

$$N^T = (I - A)^{-1} N^{dir}$$

- $(I - A)^{-1}$: L'inverse de la matrice de Leontief ;
- A : Matrice carrée des coefficients techniques ;
- N^{dir} : Un vecteur de dimension K des contenus en emplois directs des secteurs ;
- N^T : Un vecteur de dimension K des contenus en emplois totaux.

L'application de cette dernière formule, à la valeur des exportations et des importations, permet d'obtenir les deux composantes, directe et indirecte du contenu en emplois des exportations et de l'équivalent en emplois des importations.

4. Résultats d'estimation et discussions :

4.1. Contenus en emplois des exportations :

Suivant la méthodologie décrite précédemment, les contenus en emplois des exportations, directs, indirects et totaux, sont obtenus par application des coefficients moyens des contenus unitaires en emplois (année par année) aux valeurs annuelles des exportations. Le tableau 1 résume les résultats obtenus pour les mêmes périodes de l'analyse.

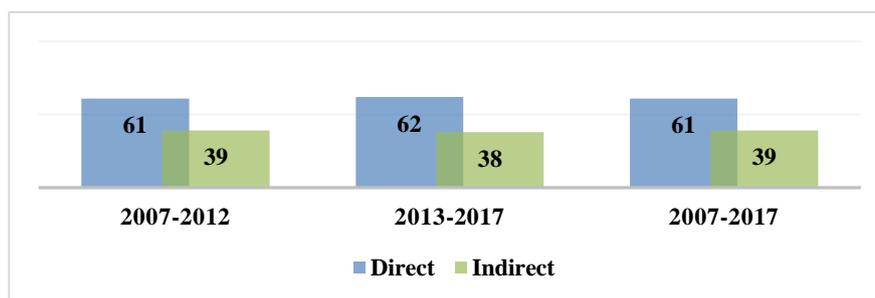
Tableau 1 : Contenus en emplois direct et indirect des exportations totales des branches de biens et services échangeables

Branches d'activité	Moyenne 2007-2012			Moyenne 2013-2017			Moyenne 2007-2017		
	Direct	Indirect	Total	Direct	indirect	Total	Direct	indirect	Total
Agriculture, forêt et pêche	384122	112833	496955	454763	129221	583984	428644	124305	552949
Industrie extractive	22539	9845	32384	20180	7270	27450	21441	8679	30120
Industrie alimentaire	18553	80719	99272	25167	113252	138419	21942	96299	118241
Industrie textile et cuir	344256	100105	444361	289825	80467	370292	321509	91958	413467
Autres industries manufacturières	166695	453225	619920	226489	443130	669619	197660	475558	673218
Electricité, gaz et eau	106	97	203	100	99	199	105	99	204
Hôtels et restaurants	3891	149	4040	4185	172	4357	4029	162	4191
Transport et communication	407515	44559	452074	456351	33415	489766	430928	40290	471218
Services financiers	26289	86203	112492	41213	109317	150530	32698	97851	130549
Autres services non financiers	1416	35	1451	2273	51	2324	1864	44	1908
Total	1375382	887770	2263152	1520546	916394	2436940	1460820	935245	2396065

Source : Données du HCP et calculs des auteurs.

Les calculs effectués sur la période 2007-2017, montrent qu'à près de 2,4 millions de postes d'emploi, en moyenne par an directement et indirectement, sont occasionnés, par les exportations pour l'ensemble des branches, soit près de 44 % de l'emploi total en moyenne sur la même période (19 % en 2007-2012 contre 25 % en 2013-2017). Une part de 61 % de cet emploi relève de l'emploi direct (près de 1,46 million de postes d'emploi par an) contre 39 % pour l'emploi indirect (9 mille individus par an). En effet, ces effectifs moyens ont progressé de 8 % entre les deux périodes, soit l'équivalent de quelques 174 mille postes d'emplois supplémentaires en moyenne par an, tout en gardant la même structure de partage entre le contenu direct et le contenu indirect en emplois comme indique la figure.

Figure 1 : Contenu en emplois direct et indirect des exportations, en %



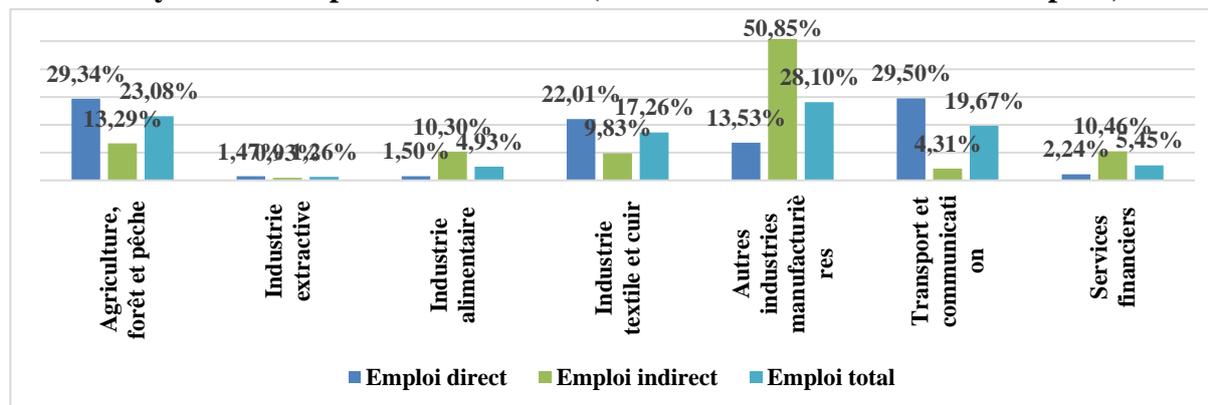
Source : Données du HCP, calcul et élaboration des auteurs.

Une analyse détaillée par branche d'activité permet, en outre, un classement des branches, selon l'importance de leur poids dans le contenu total en emplois des exportations. L'activité à l'export la plus créatrice d'emploi est la branche des « autres industries manufacturières » avec une contribution de 28 % à l'emploi total (de 13 % à l'emploi direct et de 51 % à l'emploi indirect en moyenne sur la période 2007-2017). En effet, la contribution de cette branche, est classée la première en termes de création d'emploi, passant de 27 % sur la première période à 28 % sur la deuxième. Cela s'explique par l'importance, de la part de cette branche dans les exportations totales, qui s'établit à 33 % en moyenne sur la période 2007-2017 avec une consolidation au cours de la deuxième période (36 % contre 30 % sur la première période).

La branche agricole occupe la deuxième place avec des contributions de 29 %, 13 % et 23 % en moyenne, sur la période 2007-2017, respectivement. Cette branche est classée deuxième, en termes de contribution, à l'emploi total en 2013-2017 avec un poids de 24 % contre 22 % sur la première période. La branche « transport et communication » vient en troisième rang avec la contribution la plus importante à l'emploi direct, en moyenne sur 2007-2017 (près de 30 %) contre une part de 5 % dans l'emploi indirect et de 20 % dans l'emploi total. Les contributions, de la branche « industrie textile et cuir », sont également significatives, soit 22 %, 10 % et 17 %, respectivement sur l'ensemble de la période étudiée.

Les branches « services financiers » et « industrie alimentaire », sont marquées, par une contribution faible à la création de l'emploi, soit 5,45 % et 4,93 % en moyenne sur la période 2007-2017. Dans le même sillage, les branches de « l'électricité, gaz et eau », de « hôtels et restaurants », et des « autres services non financiers » sont caractérisées par des contributions qui demeurent négligeables dans la mesure où ces contributions ne dépassent pas 1 % sur toute la période comme montre le tableau 8 (page 24).

Figure 2 : Contenu en emplois direct, indirect et total des exportations par branche en moyenne sur la période 2007-2017 (en % du total des créations d'emplois)



Source : Statistiques du HCP et élaboration des auteurs.

4.2. Equivalent en emplois des importations :

De même que les contenus en emplois des exportations. Les équivalents en emplois des importations, directs, indirects et totaux, sont obtenus par l'application des coefficients moyens des contenus unitaires en emplois aux valeurs annuelles des importations.

Tableau 2 : Equivalent en emplois direct et indirect des importations des branches de biens et services échangeables

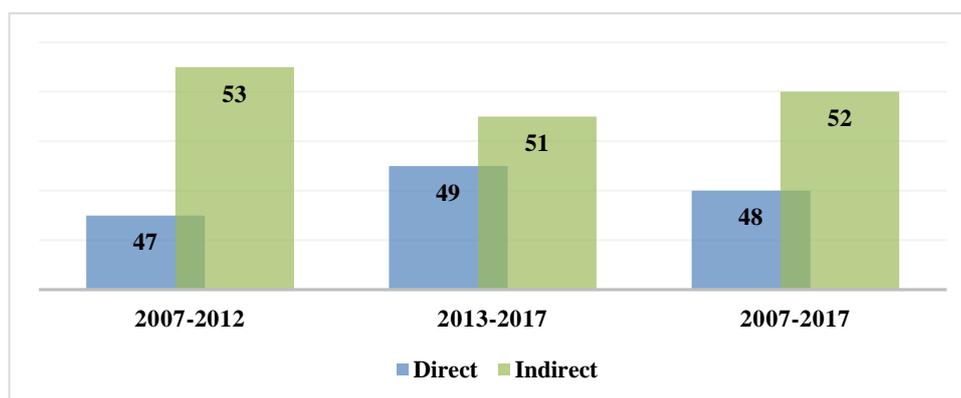
Branches d'activité	Moyenne 2007-2012			Moyenne 2013-2017			Moyenne 2007-2017		
	Direct	indirect	Total	Direct	Indirect	Total	Direct	indirect	Total
Agriculture, forêt et pêche	625154	183635	808789	508373	144455	652828	574517	166608	741125
Industrie extractive	71036	31027	102063	45983	16565	62548	59221	23970	83191
Industrie alimentaire	22452	97686	120138	26378	118701	145079	24551	107752	132303
Industrie textile et cuir	237015	68921	305936	241997	67188	309185	243901	69761	313662
Autres industries manufacturières	457298	1243344	1700642	535075	1046886	1581961	499202	1201050	1700252
Electricité, gaz et eau	4020	3666	7686	3252	3222	6474	3693	3493	7186
Hôtels et restaurants	9309	356	9665	13487	554	14041	11255	452	11707
Transport et communication	62367	6820	69187	102995	7542	110537	81462	7616	89078
Services financiers	24976	81899	106875	31235	82850	114085	27644	82727	110371
Autres services non financiers	5037	123	5160	17850	396	18246	11578	273	11851
Total	1518664	1717477	3236141	1526625	1488359	3014984	1537024	1663702	3200726

Source : Données du HCP et calculs des auteurs.

L'équivalent en emplois direct et indirect des importations de l'ensemble des secteurs, est estimé à près de 3,2 millions de personnes, en moyenne annuelle, sur la période 2007-2017,

répartis entre contenu direct et contenu indirect, soit 48 % et 52 % respectivement (près de 1,53 et 1,66 millions d'individus par an), comme illustre la figure 3 (page 13). Le contenu total est équivalent à 30 % de l'emploi national en moyenne sur la même période, couvrant une contribution de 27 % sur la période 2007-2012 contre 31 % durant la deuxième période. Cet équivalent global d'effectifs employés, a nettement diminué (-7 %), entre les deux périodes 2007-2012 et 2013-2017, passant de 3,2 millions de personnes à 3 millions et cela malgré, la forte consolidation des importations globales, en valeur au cours de la deuxième période se portant à une moyenne annuelle de plus de 447 milliards de dirhams contre près de 350 milliards de dirhams sur la première période comme indique le tableau 6 (page 22). Néanmoins, cette diminution n'a, toutefois, pas influencé la répartition de l'emploi total entre direct et indirect sur les deux périodes, qui est restée presque identique à celle de toute la période.

Figure 3 : L'équivalent en emplois direct et indirect des importations, en %



Source : Données du HCP, calcul et élaboration des auteurs.

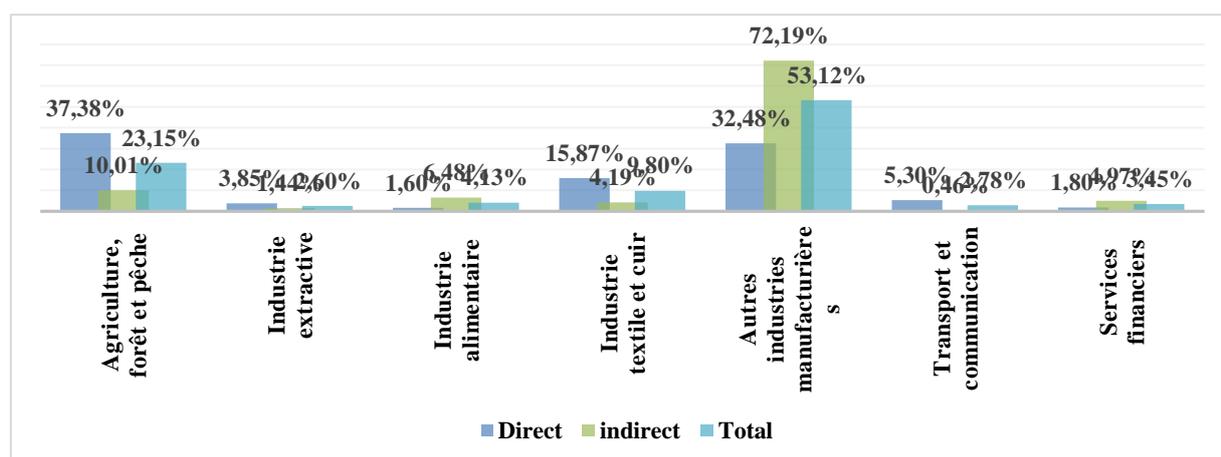
Au niveau des branches, la branche des « autres industries manufacturières » contribue largement aux pertes d'emploi, avec une part de 53 % sur la période 2007-2017 (52 % sur la première et la deuxième période respectivement) avec la prépondérance de la composante indirecte représentant 72 % du total du contenu en emplois contre 33 % pour la composante directe. Cette importance s'explique essentiellement, par l'importance de la part de cette branche, dans les importations totales, qui s'établit à 62 % en moyenne sur la période 2007-2017 avec une consolidation au cours de la deuxième période (65 % contre 60 % pour la première période).

Dans le même sillage, les branches de « l'agriculture, forêt et pêche » et de « l'industrie textile et cuir » affichent des contributions également significatives aux pertes d'emploi avec des parts respectives de 23 % et 10 % de l'équivalent total en emplois en moyenne sur la période

2007-2017. Deux facteurs peuvent expliquer ces contributions, d'une part les intensités fortes de ces branches en main d'œuvre (34 et 12 employés par an respectivement), comme montre tableau 5 (page 22), et d'autre part, ces branches sont caractérisées par des importations relativement significatives (6 % et 7 % des importations totales). Pour ces deux branches, la composante de l'emploi direct est prépondérante couvrant 37 % et 16 % respectivement du contenu direct total contre près de 10 % et 4 % pour le contenu indirect.

En revanche, les branches de « hôtels et restaurants », des « autres services non financiers » et de « l'électricité, gaz et eau » sont caractérisées par des contributions qui demeurent négligeables dans la mesure où ces contributions ne dépassent pas 1 % sur toute la période comme illustre le tableau 9 (page 24).

Figure 4 : Equivalent en emplois direct, indirect et total des importations par branche en moyenne sur la période 2007-2017 (en % du total des créations d'emploi)



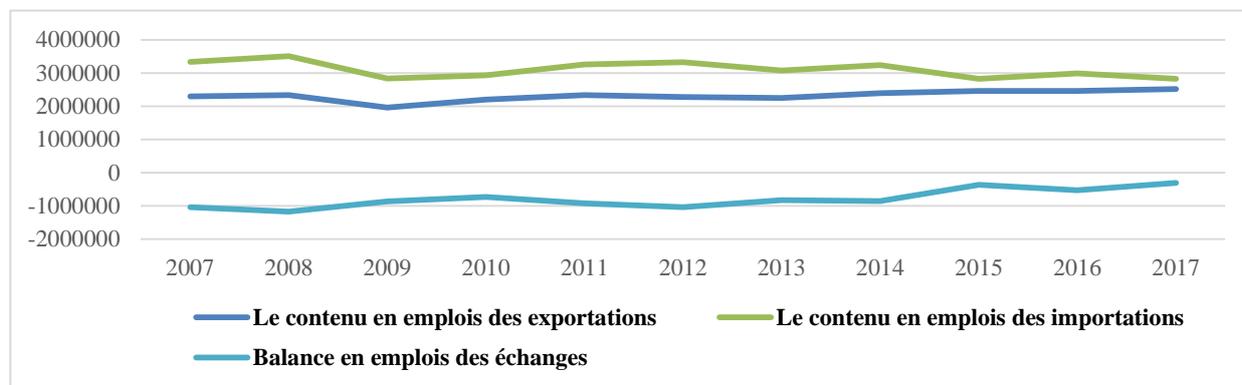
Source : Statistiques du HCP et élaboration des auteurs.

4.3.La balance en emplois des échanges marocains :

Le solde des contenus en emplois des exportations et des importations, fait ressortir une perte totale nette d'emploi d'environ 805 mille employés en moyenne annuelle sur la période 2007-2017, soit l'équivalent de 7,4 % de l'emploi total en moyenne sur la même période. Ces effectifs relèvent à hauteur de 91 % de l'emploi indirect, l'équivalent de 728 mille personnes par an contre 76 mille individus par an pour l'emploi direct (soit 9 %).

Ce solde négatif résulte d'un total de pertes nettes moyennes, de plus de 1,3 million de personnes par an, largement supérieur, au total des gains nets moyens, qui ne dépasse pas 502 mille personnes par an comme indique le tableau 3 (page 16).

Figure 5 : Evolution du solde en emplois des échanges extérieurs sur la période 2007-2017

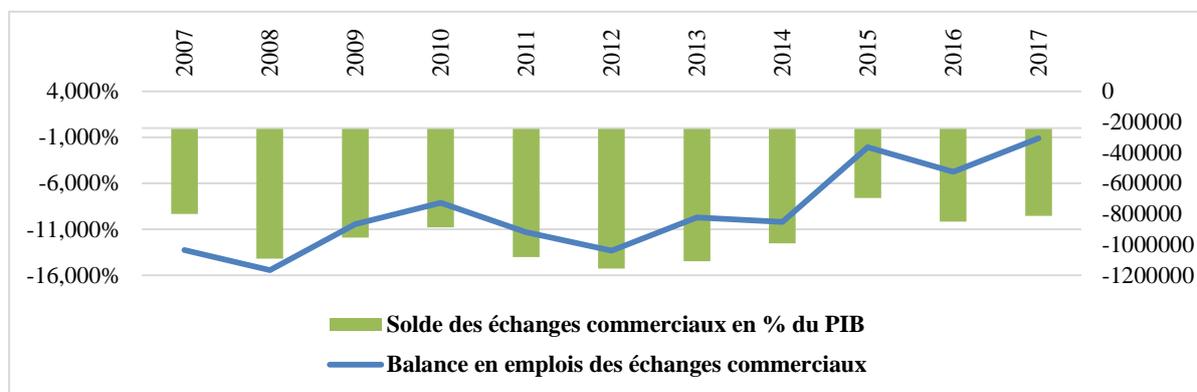


Source : Statistiques du HCP et élaboration des auteurs.

L'examen de l'évolution de la balance en emplois des échanges marocains entre 2007 et 2017 pour l'ensemble des branches d'activité, laisse apparaître que, la balance est négative sur toute la période, avec des pertes en emplois, plus importantes, en première période qu'en deuxième. Sur la première période, le solde moyen des emplois, dû aux échanges, s'est établi à plus de 973 mille personnes par an dont 85 % sous forme d'emploi indirect et 15 % d'emploi direct résultant d'un taux de couverture des pertes d'emploi par les gains en emplois de 35 %. De même, le solde en emplois des échanges, est de 578 mille personnes par an pour la deuxième période dont 572 mille emplois pour l'emploi indirect et 6079 emplois pour l'emploi direct. Sur cette période, le taux de couverture des pertes d'emploi par les gains en emplois est de 45 %, supérieur à celui de la première période.

Ce changement de cadence est en ligne avec le comportement de la balance commerciale des biens et services, qui s'est continuellement baissé en passant de 12,5 % du PIB en moyenne en 2007-2012 à 10,86 % en 2013-2017, avec un redressement qui s'établit à partir de 2014.

Figure 6 : Evolution du solde en emplois et du solde commercial en % du PIB (2007-2017)



Source : Statistiques de la banque mondiale et élaboration des auteurs

Nous développons dans la suite, une analyse de la balance en emplois des échanges détaillée par sous branches d'activités économiques, qui permettrait une argumentation, plus raffinée des changements constatés.

4.4. La balance en emplois des échanges marocains par branche d'activités :

Une analyse par branche, aux deux sous périodes, d'analyse retenues, a permis de distinguer deux cas comme montre le tableau 3 (page 16) :

1. Un solde d'emploi **positif**, ou une balance en emplois positive, sur toute la période 2007-2017 : cas des branches de « transport et communication », de « l'industrie textile et cuir », et des « services financiers ».
2. Un solde d'emploi **négatif**, ou une balance en emplois négative, sur toute la période : cas des branches des « autres industries manufacturières », de « l'agriculture, forêt et pêche », de « l'industrie extractive », de « l'industrie alimentaire », des « autres services non financiers », de « l'électricité, gaz et eau » et de la « restauration et hôtellerie ».

Tableau 3 : Solde des emplois directs et indirects des échanges extérieurs par branche de biens et services

Branches d'activité	Moyenne 2007-2012			Moyenne 2013-2017			Moyenne 2007-2017		
	Direct	indirect	Total	Direct	Indirect	Total	Direct	indirect	Total
Agriculture, forêt et pêche	-	-70802	-311834	-53610	-15234	-68844	-	-42303	-188176
Industrie extractive	241032						145873		
Industrie alimentaire	-48497	-21182	-69679	-25803	-9295	-35098	-37780	-15291	-53071
Industrie textile et cuir	-3899	-16967	-20866	-1211	-5449	-6660	-2609	-11453	-14062
Autres industries manufacturières	107241	31184	138425	47828	13279	61107	77608	22197	99805
Electricité, gaz et eau	-	-790119	-1080722	-	-603756	-912342	-	-725492	-1027034
Hôtels et restaurants	290603			308586			301542		
Transport et communication	-3914	-3569	-7483	-3152	-3123	-6275	-3588	-3394	-6982
Services financiers	-5418	-207	-5625	-9302	-382	-9684	-7226	-290	-7516
Autres services non financiers	345148	37739	382887	353356	25873	379229	349466	32674	382140
Total des gains d'emploi	453702	73227	526929	411162	65619	476781	432128	69995	502123
Total des pertes d'emploi	-	-902934	-1499918	-	-637584	-1054825	-	-798452	-1306784
Solde total	596984			417241			508332		
	-	-829707	-972989	-6079	-571965	-578044	-76204	-728457	-804661
	143282								

Source : Données du HCP et calculs des auteurs.

Une analyse par branche d'activité, permet de classer les branches, selon leurs contributions à la création ou perte d'emplois, tout en distinguant entre les branches à balance d'emploi positive et celles à balance d'emploi négative et cela sur la période globale 2007-2017 et distinctement sur les deux sous périodes 2007-2012 et 2013-2017, comme montre le tableau :

Tableau 4 : Contribution à la création/pertes d'emploi par branche (en % du total des créations/des pertes) *

Branches d'activité	2007-2012	2013-2017	2007-2017
Agriculture, forêt et pêche	20,79%	6,53%	14,40%
Industrie extractive	4,65%	3,33%	4,06%
Industrie alimentaire	1,39%	0,63%	1,08%
Industrie textile et cuir *	26,27%*	12,82%*	19,88%*
Autres industries manufacturières	72,05%	86,49%	78,59%
Electricité, gaz et eau	0,50%	0,59%	0,53%
Hôtels et restaurants	0,38%	0,92%	0,58%
Transport et communication*	72,66%*	79,54%*	76,10%*
Services financiers*	1,07%*	7,64%*	4,02%*
Autres services non financiers	0,25%	1,51%	0,76%

* Informe que ces branches affichent des contributions aux gains d'emploi ; les autres renseignent sur des contributions aux pertes d'emploi.

Source : Données du HCP et calculs de l'auteur.

Au niveau des **branches à balance positive**, la branche « transport et communication » se classe à la tête, de ses branches en 2007-2012 avec une contribution de l'ordre de 73 % au total des créations d'emploi. Toutefois, cette contribution augmente de sept points, au cours de la période 2013-2017. Cette situation est essentiellement attribuable, à la consolidation notable des exportations relatives au « transport et communication » de plus de 71 % entre les deux périodes (environ 14 milliards de dirhams d'exportations supplémentaires en moyenne annuelle contre neuf milliards de dirhams pour les importations). De ce fait, le surplus en emplois, crée au sein du secteur du « transport et communication » été important pour la première période que pour la deuxième soit, un recul de près de 3658 emplois par an entre les deux périodes.

La branche de « l'industrie textile et cuir » occupe la deuxième place, avec une contribution de plus de 13 % en deuxième période contre près de 26 % sur la première période (soit une dégradation de près de 13 points). Cela est attribuable à la diminution du solde en emplois des échanges, pour cette branche entre les deux périodes, passant de 138 mille emplois par an à moins de 61 mille emplois par an, conjuguées de la baisse du total des gains en emplois. En effet, le solde en emplois de cette branche « industrie textile et cuir » a reculé de 77 mille

emplois par an entre les deux périodes 2007-2012 et 2013-2017, malgré son intensité forte en mains d'œuvre (12 personnes par an en moyenne sur 2007-2017).

La branche des « services financiers » est caractérisée par une contribution relativement faible aux gains d'emploi en 2007-2012, dont la part ne dépasse pas 1,07 %, ces contributions se sont consolidées au cours de la période 2013-2017 pour atteindre 7,64 %. Ce mouvement à la hausse de cette branche, s'est traduit, par des suppléments annuels moyens d'emploi de l'ordre de 31 mille personnes entre les deux périodes.

Pour **les branches à balance négative**, la contribution prépondérante, se manifeste au niveau de la branche des « autres industries manufacturières » avec une part de près de 72 % et 87 % respectivement sur les deux sous périodes. Effectivement, cette branche a enregistré des pertes supplémentaires d'emploi de plus de 10 millions sur la période 2007-2017 comme indique le tableau 3 (page 16). Cette situation s'explique, par une progression moyenne, de la valeur des importations, de cette branche entre les deux périodes (80 milliards de dirhams) largement supérieure à celle de ses exportations (46 milliards de dirhams), faisant baisser le taux de couverture propre à cette branche de 42 % à 36 %.

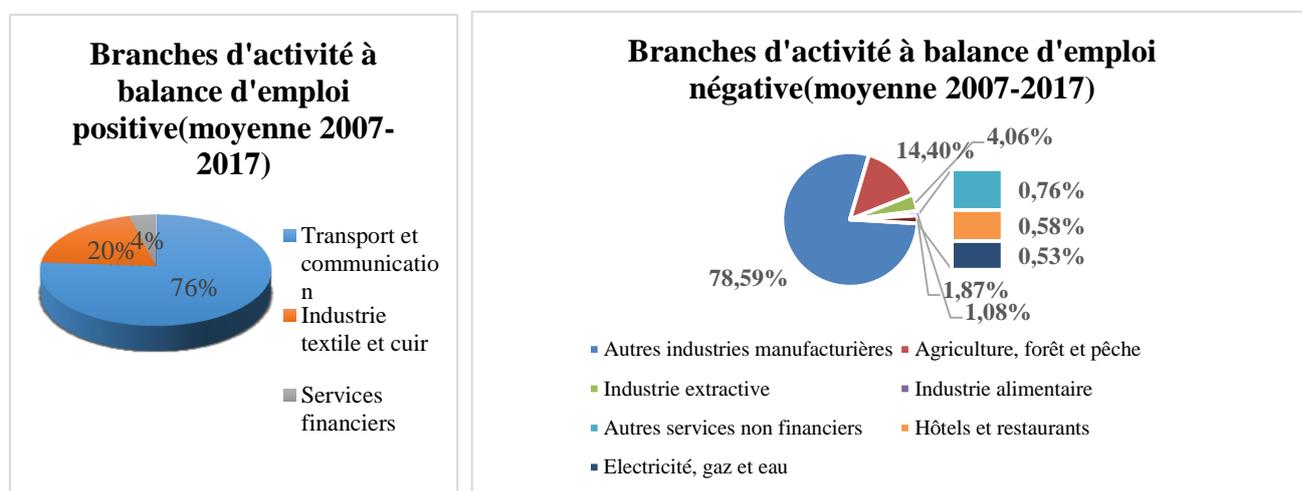
La branche qui occupe la deuxième position, en termes de destruction d'emploi, est la branche « agriculture, forêt et pêche » avec une contribution de 21 % en 2007-2012 et 7 % en 2013-2017, soit une perte supplémentaire, de 188 mille emplois sur la période 2007-2017. Le cas de cette branche, s'explique en partie, par un déséquilibre plus important entre les exportations et les importations, sur la deuxième période (près de deux milliards de dirhams d'écart contre moins de huit milliards en 2007-2012), cela s'est traduit, par une baisse du taux de couverture, passant de 89 % à 62 %, soit une diminution de 27 points. Cet effet est amplifié, par l'intensité en main d'œuvre, de cette branche qui est la plus élevée (34 employés par an pour un million de dirhams de production contre une moyenne de 11 employés par an) comme indique le tableau 7 (page 23).

La branche « industrie extractive » vient en troisième rang en termes, de destruction d'emploi avec une certaine décélération au cours de la deuxième période passant de 4,65 % à 3 % respectivement. En outre, malgré l'évolution défavorable, des échanges en produits de cette branche industrielle (déficit commercial se consolidant d'environ 12 milliards de dirhams en moyenne entre les deux périodes), le déclassement de la contribution de cette branche a été conforté par sa forte productivité (seulement deux employés par an pour un million de dirhams de production).

La situation commerciale de la branche « industrie alimentaire » a été marquée, au cours de la période 2013-2017, par certaines destructions d'emploi, représentant 0,63 % des pertes totales de la période (environ 6660 postes). Cette situation s'explique, par le doublement de la valeur des importations alimentaires, au cours de la deuxième période dépassant la valeur moyenne des exportations.

Enfin, l'influence des « autres services non financiers », de la « restauration et hôtellerie » et de « l'électricité, gaz et eau », demeure négligeable dans la mesure où ses contributions ne dépassent pas 1 % sur toute la période (10 mille, 7 mille et 6 mille pertes d'emploi en moyenne par an sur la période 2007-2017, respectivement).

Figure 7 : Contribution des branches d'activité à la création/perte d'emploi selon la nature de la balance en emplois



Source : Données du HCP, calculs et élaboration des auteurs.

En résumé et sur toute la période étudiée, il en ressort que, les deux principales activités à l'export, qui contribuent significativement, à la création d'emploi, sont les services du « transport et communication » (76 %) et « l'industrie textile et cuir » (20 %). Contrairement, les branches qui accusent, des pertes significatives d'emploi, sur la même période sont la branche des « autres industries manufacturières » (79 %), suivie, dans une moindre mesure, du secteur agricole (14 %).

Conclusion

Il résulte de notre étude que, le contenu en emplois des exportations, approché par le nombre d'emplois nécessaires à la création de la production destinée à l'exportation, est de 2,4 millions de postes d'emploi entre 2007-2017, soit près de 44 % de l'emploi total. Alors que le contenu en emplois des importations, qui correspond aux emplois, qui auraient été mobilisés, sur le territoire national en cas de substitution des importations par une production locale, est

de 3,2 millions de postes, en moyenne, sur la période, soit l'équivalent de 30 % de l'emploi national.

De ce fait, la balance en emplois des échanges extérieurs du Maroc est déficitaire. En effet, 805 mille postes d'emploi bruts seraient mobilisés, en moyenne sur la période 2007-2017, si les biens importés sont produits sur le territoire national, soit 7,4 % de l'emploi total. Ce qui implique, que l'ouverture commerciale n'a pas générée, des gains substantiels en matière de création de l'emploi, ainsi des pertes nettes d'emplois croissantes dans le temps. De même, une analyse sectorielle détaillée, montre que les deux principales activités à l'export, qui contribuent significativement à la création d'emplois sur toute la période sont les services « transport et communication », et de « l'industrie textile et cuir ». En revanche, les branches qui accusent des pertes significatives d'emploi sont les branches des « autres industries manufacturières », et de « l'agriculture, forêt et pêche ».

Plusieurs facteurs derrière, l'impact défavorable sur l'emploi, des échanges commerciaux du Maroc. En premier lieu, la détérioration du commerce extérieur, qui impacte à la baisse les créations nettes d'emploi. En second lieu, l'intensification capitaliste des processus de production, qui constitue un autre facteur de destruction d'emploi, qu'il s'agit des emplois contenus dans les exportations ou de ceux relatifs à l'offre globale en général.

Cependant, parmi les limites de ce travail de recherche, c'est que la méthode retenue repose sur un fondement théorique peu rigoureux. Premièrement, l'hypothèse de l'identité dans la structure productive et dans la productivité du travail pour tous les partenaires commerciaux, c'est-à-dire la présence d'un état autarcique où les prix, les technologies et la productivité de travail, sont similaires dans les pays partenaires. Deuxièmement, l'hypothèse de la rigidité des salaires et l'immobilité des facteurs de production. Ceci implique une neutralité des effets de changement des prix sur les quantités des biens échangés.

ANNEXES

1. Annexes méthodologiques :

1.1. Traitement de la composante « correction territoriale » au niveau des exportations et des importations par produit :

Au niveau des exportations par produit, la correction territoriale représente environ 22 % des exportations totales, en moyenne sur la période 2007-2017, avec une valeur annuelle moyenne de 63 milliards de dirhams. Afin de prendre en compte cette exportation dans l'ensemble des exportations, le traitement proposé ici part de l'hypothèse que la consommation des ménages

non-résidents sur le territoire national porte essentiellement sur les produits « transport » et « hôtellerie et restauration ». Il importe de signaler que, dans le total de ces deux produits, le « transport » représente la part la plus importante, soit une part annuelle de 99,40 % sur la période 2007-2017, contre une part de 0,60 % pour « l'hôtellerie et restauration » (99,44 % et 0,56 % en moyenne sur la même période respectivement).

La procédure que nous avons choisie ici d'adopter pour le traitement de cette composante au niveau des exportations, c'est de répartir leur montant, sur les deux produits précédents, selon leurs poids moyens durant la période. Suite à ce changement, les parts moyennes des exportations des produits « transport » et « hôtellerie et restauration » dans les exportations totales (y compris la correction territoriale) seront de 29 % et 0,16 % respectivement au lieu de 8,34 % et 0,05 % (parts dans le total des exportations hors correction territoriale).

La correction territoriale, de signe négatif, représente 3,02 % des importations totales, en moyenne sur la période 2007-2017, avec une valeur moyenne, s'élevant à près de 12 milliards de dirhams. L'ajustement CAF-FOB et la consommation des ménages résidents à l'extérieur du territoire national représentent, en valeur absolue, 6,13 % et 2,7 % des importations totales en moyenne sur la période 2007-2017, respectivement.

Dans le cadre de ce travail, la correction opérée au niveau du traitement des importations, a consisté, tout d'abord, à répartir la valeur de l'ajustement CAF-FOB sur l'ensemble des produits importés proportionnellement à leurs poids dans le total des importations ; ce qui consiste à déduire la marge du transport de la valeur des importations par produit pour retrouver les prix FOB. Les importations correspondant à la consommation des ménages résidents à l'extérieur, sont ensuite, réparties sur les importations des produits « transport » et « hôtellerie et restauration » en respectant la même démarche appliquée aux exportations.

Suite à ces deux changements, les parts moyennes des importations des produits « transport » et « hôtellerie et restauration » dans les importations totales (y compris la correction territoriale) se réduiront à 3,59 % et 0,33 % respectivement au lieu de 6,35 % et 0,59 % (parts dans le total des importations hors correction territoriale).

1.2.La correspondance entre la nomenclature de l'emploi et celle du TRE :

Les données relatives aux branches économiques issues des TRE (production, exportations, importations et matrices des consommations intermédiaires) sont regroupées dans le cadre de ce travail selon la nomenclature plus agrégée des statistiques sur l'emploi en respectant la correspondance suivante :

Nomenclature de l'emploi	Nomenclature du TRE	Nomenclature adoptée
Agriculture, forêt et pêche	Agriculture, chasse et services annexes	Agriculture, forêt et pêche
	Pêche, aquaculture	
Industrie extractive	Industrie d'extraction	Industrie extractive
Industrie alimentaire, boissons et tabacs	Industrie alimentaire et tabac	Industrie alimentaire
Industrie textile, bonneterie, habillement, chaussures et articles de cuir	Industrie du textile et du cuir	Industrie du textile et du cuir
Autres industries manufacturières	Industrie chimique et para chimique	Autres industries manufacturières
	Industrie mécanique, métallurgique et électrique	
	Raffinage de pétrole et autres produits d'énergie	
	Autres industries manufacturières	
Electricité, gaz et eau	Electricité et eau	Electricité, gaz et eau
Restauration et hôtellerie	Hôtels et restaurants	Hôtels et restaurants
Transports, entrepôts et communications.	Transports	Transports et communications
	Postes et télécommunications	
Banques, assurances, affaires immobilières, services fournis aux entreprises	Activités financières et assurances	Services financiers
	Immobilier, location et services rendus entreprises	
Activités mal ou non désignées	Autres services non financiers	Autres services non financiers
Services personnels et domestiques		

Source : Document interne de la Direction des Etudes et des Prévisions Financières.

2. Annexes statistiques :

Tableau 5 : Indicateurs de l'emploi et de la productivité du travail par branches d'activité

Branches d'activité	Structure de l'emploi			Productivité du travail (MDH/Personne)		
	2007-2012	2013-2017	2007-2017	2007-2012	2013-2017	2007-2017
Agriculture, forêt et pêche	40,46%	38,17%	39,42%	0,035	0,045	0,04
Industrie extractive	0,49%	0,49%	0,49%	0,62	0,63	0,62
Industrie alimentaire	1,46%	1,64%	1,54%	0,88	0,99	0,93
Industrie textile et cuir	4,98%	4,21%	4,63%	0,1	0,13	0,11
Autres industries manufacturières	4,91%	4,60%	4,77%	0,47	0,55	0,51
Electricité, gaz et eau	0,39%	0,39%	0,39%	0,67	0,94	0,79
Bâtiments et travaux publics	9,41%	9,72%	9,55%	0,11	0,13	0,12
Commerce	14,62%	15,70%	15,11%	0,07	0,07	0,07
Hôtels et restaurants	2,30%	2,77%	2,52%	0,11	0,12	0,12
Transport et	4,39%	4,65%	4,51%	0,2	0,21	0,2

communication						
Services financiers	2,04%	2,75%	2,36%	0,7	0,64	0,67
Services sociaux fournis à la collectivité	5,20%	5,27%	5,23%	0,13	0,17	0,15
Administration générale	4,77%	4,73%	4,75%	0,18	0,25	0,22
Autres services non financiers	4,59%	4,91%	4,74%	0,03	0,04	0,03
Total	100,00%	100,00%	100,00%	0,06	0,07	0,065

(*) Le rapport entre la production et les effectifs employés.

Source : Statistiques du HCP et calculs des auteurs.

Tableau 6 : Exportations, importations par branche d'activité (en millions de dirhams)

Branches d'activité	Exportations			Importations		
	2007-2012	2013-2017	2007-2017	2007-2012	2013-2017	2007-2017
Agriculture, forêt et pêche	12851	19911	16060	20915	22258	21526
Industrie extractive	12953	12534	12763	40825	28561	35251
Industrie alimentaire	16274	25167	20316	19695	26378	22733
Industrie textile et cuir	33038	36410	34571	22746	30402	26226
Autres industries manufacturières	76818	123092	97851	210736	290802	247130
Electricité, gaz et eau	72	93	82	2716	3039	2863
Hôtels et restaurants	438	491	462	1047	1583	1291
Transport et communication	81017	95471	87587	12399	21547	16557
Services financiers	20379	29229	24402	19362	22152	20630
Autres services non financiers	53	103	76	189	809	471
Total	253893	342501	294170	350630	447531	394678

Source : Statistiques du HCP, TRE 2007-2017 et calculs des auteurs.

Tableau 7 : Contenus en emplois unitaires direct et indirect pour un million de dirhams de production de biens et services échangeables

Branches d'activité	Moyenne 2007-2012			Moyenne 2013-2017			Moyenne 2007-2017					
	Direct	Indirect	Total	Direct	Indirect	Total	Direct	indirect	Total	Direct	indirect	Total
Agriculture, forêt et pêche	29,89	8,78	38,67	22,84	6,49	29,33	26,69	78%	7,74	22%	34,43	
Industrie extractive	1,74	0,76	2,5	1,61	0,58	2,19	1,68	72%	0,68	28%	2,36	
Industrie alimentaire	1,14	4,96	6,1	1	4,5	5,5	1,08	19%	4,74	81%	5,82	
Industrie textile et cuir	10,42	3,03	13,45	7,96	2,21	10,17	9,3	78%	2,66	22%	11,96	
Autres industries manufacturières	2,17	5,9	8,07	1,84	3,6	5,44	2,02	29%	4,86	71%	6,88	
Electricité, gaz et eau	1,48	1,35	2,83	1,07	1,06	2,13	1,29	51%	1,22	49%	2,51	
Hôtels et restaurants	8,89	0,34	9,23	8,52	0,35	8,87	8,72	96%	0,35	4%	9,07	
Transport et	5,03	0,55	5,58	4,78	0,35	5,13	4,92	91%	0,46	9%	5,38	

communication											
Services financiers	1,29	4,23	5,52	1,41	3,74	5,15	1,34	25%	4,01	75%	5,35
Autres services non financiers	26,72	0,65	27,37	22,07	0,49	22,56	24,61	98%	0,58	2%	25,19
Moyenne	8,877	3,055	11,932	7,31	2,337	9,647	8,165	75%	2,73	25%	10,895

Source : Statistiques du HCP et calcul des auteurs.

Tableau 8 : Contenu en emplois direct, indirect et total des exportations par branche en moyenne (en % du total des créations d'emplois) :

Branches d'activité	Moyenne 2007-2012			Moyenne 2013-2017		
	Direct	Indirect	Total	Direct	indirect	Total
Agriculture, forêt et pêche	27,93%	12,71%	21,96%	29,91%	14,10%	23,96%
Industrie extractive	1,64%	1,11%	1,43%	1,33%	0,79%	1,13%
Industrie alimentaire	1,35%	9,09%	4,39%	1,66%	12,36%	5,68%
Industrie textile et cuir	25,03%	11,28%	19,63%	19,06%	8,78%	15,19%
Autres industries manufacturières	12,12%	51,05%	27,39%	14,90%	48,36%	27,48%
Electricité, gaz et eau	0,01%	0,01%	0,01%	0,01%	0,01%	0,01%
Hôtels et restaurants	0,28%	0,02%	0,18%	0,28%	0,02%	0,18%
Transport et communication	29,63%	5,02%	19,98%	30,01%	3,65%	20,10%
Services financiers	1,91%	9,71%	4,97%	2,71%	11,93%	6,18%
Autres services non financiers	0,10%	0,00%	0,06%	0,15%	0,01%	0,10%
Total	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Source : Statistiques du HCP et calculs des auteurs.

Tableau 9 : Equivalent en emplois direct, indirect et total des importations par branche en moyenne (en % du total des créations d'emplois) :

Branches d'activité	Moyenne 2007-2012			Moyenne 2013-2017		
	Direct	Indirect	Total	Direct	indirect	Total
Agriculture, forêt et pêche	41,16%	10,69%	24,99%	33,30%	9,71%	21,65%
Industrie extractive	4,68%	1,81%	3,15%	3,01%	1,11%	2,07%
Industrie alimentaire	1,48%	5,69%	3,71%	1,73%	7,98%	4,81%
Industrie textile et cuir	15,61%	4,01%	9,45%	15,85%	4,51%	10,25%
Autres industries manufacturières	30,11%	72,39%	52,55%	35,05%	70,34%	52,47%
Electricité, gaz et eau	0,26%	0,21%	0,24%	0,21%	0,22%	0,21%
Hôtels et restaurants	0,61%	0,02%	0,30%	0,88%	0,04%	0,47%
Transport et communication	4,11%	0,40%	2,14%	6,75%	0,51%	3,67%
Services financiers	1,64%	4,77%	3,30%	2,05%	5,57%	3,78%
Autres services non financiers	0,33%	0,01%	0,16%	1,17%	0,03%	0,61%
Total	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Source : Statistiques du HCP et calculs des auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

Bonnaz, H., Courtot, N. & Nivat, D. (1994). Le contenu en emplois des échanges industriels de la France avec les pays en développement. *Economie et statistique*, 279-280.

Cortes, O. & Jean, S. (1994). Comment mesurer l'impact du commerce international sur l'emploi ? Une note méthodologique. *Economie et statistique*, 279(1), 3-11.

DEPF. (2016). La balance en emplois des échanges extérieurs au Maroc. Direction des Etudes et des Prévisions Financières.

Hassani K. & Chougrani S. (2019). Enjeux de l'ouverture économique du Maroc dans la perspective du nouveau modèle de développement. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, p : 190 – 209.

Ibourk, A & Boubrahimi, N. (2016). Revue des différentes études réalisées en matière d'impact du commerce international sur l'emploi au Maroc. Organisation Internationale du Travail.

Kadri, N & Saket, F. (2019). L'ouverture internationale et le marché de travail algérien.

Palméro, S. & Roux, N. (2010). Dynamiques sectorielles et emploi au Maroc. *L'Année du Maghreb*, (VI), 443-487.

Patrick, L. & Ralph, L. (2009). Le commerce et l'emploi. International Trade, Éditions OCDE, Paris.

Tuhin, R. (2015). Impact of international trade on employment: Evidence from Australian manufacturing industries. Office of the Chief Economist, research papers, 1-29.

Vimont, C. (1992). Le commerce extérieur français : destructeur ou créateur d'emplois ? : Le cas des produits industriels et des services. *Économica*, Paris.

Wacziarg, R. & Wallack, J. S. (2004). Trade liberalization and intersectoral labor movements. *Journal of international Economics*, 64(2), 411-439.